

# L'émergence du Sud dans les relations internationales : la place du Maroc dans les narratifs africains

Par Youssef Tobi

## Résumé

Ce Policy Brief se propose d'apporter un éclairage sur la nouvelle place du Sud dans les relations internationales et le rôle que peut jouer le Maroc dans cet essor. Il existe, en effet, des opportunités pour le Royaume du Maroc de représenter et d'accompagner son continent d'appartenance, l'Afrique, pour la promotion des narratifs alternatifs, notamment sur les questions du changement climatique et de la migration.

## Introduction

Les relations internationales contemporaines sont caractérisées par la multitude des acteurs en présence. Aux Etats qui s'actionnent, s'ajoutent des acteurs nouveaux qui influent sur les discours et les faits qui jalonnent la vie géopolitique. Influenceurs, leaders d'opinion, victimes<sup>1</sup>, organisations non gouvernementales, factions, milices, médias indépendants, de nouveaux agents peuplent la scène internationale et « jouent » leurs propres partitions.

Cette notion de jeu implique que chaque acteur en présence amène sur la scène internationale ses enjeux, ses motivations et sa capacité de dissuasion et de persuasion. A titre d'exemple, dans la rivalité Chine/Etats-Unis, ce ne sont plus seulement deux gouvernements

qui s'opposent pour une « hégémonie<sup>2</sup> » mondiale, mais plusieurs acteurs en plus des Etats qui militent, plaident et se meuvent pour défendre leurs intérêts. Les individus (activistes, journalistes indépendants, youtubeurs), les think tanks (Heritage Foundation, The China Institute of Contemporary International Relations), les groupements ethniques (Chinois résidant en Amérique, Ouighours) et les groupes industriels (Exxon mobil, Foxconn) ne sont plus des pions dirigés sur un échiquier mais des acteurs dotés d'une puissance et, parfois, d'objectifs distincts du pays d'où ils proviennent. Cette multitude d'acteurs induit à une cacophonie dans les discours internationaux et une polarisation forte des opinions politiques en créant des groupes d'appartenance distincts dans l'opinion publique. Partant de ce principe, la force du Sud serait d'être capable de produire un contre-discours

1. Voir notamment Michel Wieviorka, La Violence Paris, Balland, coll. « Voix et regards », 2004, 328 pages.

2. Le terme d'hégémonie est utilisé en géopolitique pour qualifier la nature du pouvoir exercé par la puissance qui semble mener le jeu dans l'espace international et imposer ses volontés à ses partenaires et/ou rivaux.

clair et unifié sur les questions internationales qui le concernent. Cette nécessité d'un front commun peut s'avérer bénéfique pour des puissances régionales qui joueraient le rôle de porte-voix.

Au-delà de cette confrontation entre ce que nous pouvons comparer de façon très approximative au conflit entre l'URSS et les Etats-Unis pendant la Guerre froide, s'est ajoutée une multitude de nouveaux acteurs. Les Etats se sont aussi multipliés et ce que jadis nous décrivions comme un monde bipolaire est aujourd'hui un monde multipolaire. Les Etats ayant recouvré leur indépendance ne sont plus des satellites et militent, pour certains d'entre eux, pour une place plus importante dans le système international. Les pays africains interpellent fréquemment l'Organisation des Nations unies (ONU) sur l'absence d'un Etat du continent comme membre permanent du Conseil de sécurité et plusieurs de ces pays se sont organisés de par l'histoire comme pôle capable de créer un narratif propre<sup>3</sup> et doté d'intérêts divergents avec les « grands pays ». De plus, les nouveaux défis du monde contemporain appellent à une plus grande collaboration et les logiques de rapport de force ne peuvent plus prévaloir, notamment sur des questions aussi communes et primordiales que le changement climatique, la migration ou le développement économique des pays du Sud dans un contexte de mondialisation des échanges.

## I. La place de l'Afrique dans un nouveau système international multipolaire : opportunité pour le Maroc de représenter le continent

L'Afrique a longtemps été négligée dans l'étude des relations internationales<sup>4</sup>. Si elle n'était dans les anciennes théories qu'un terrain d'affrontement pour les grandes puissances de la Guerre froide, elle est au regard de l'analyste contemporain le prisme de son objet d'étude souvent connoté négativement : Etat failli, trafic de drogue, épidémies etc. Une autre limite à la compréhension du continent africain est l'application d'une théorie des relations internationales basée sur l'Etat westphalien et la supposition que tous les Etats sont

similaires<sup>5</sup>. En effet, les concepts occidentaux, comme l'Etat westphalien ou le libéralisme, peuvent se retrouver en collusion avec la réalité d'une Afrique souvent inadéquate à l'application de ces concepts, nous le voyons notamment au Mali où l'application des trois principes<sup>6</sup> du système westphalien fausserait la compréhension des enjeux dans ce territoire. D'abord, l'Etat malien ne contrôle pas l'ensemble de son territoire<sup>7</sup> (notamment dans le nord) ni de sa population (militants djihadistes) et il est soumis à un rapport inégal de puissance avec la dépendance de l'armée française<sup>8</sup> qui assure la sécurité et la lutte contre le terrorisme sur presque l'ensemble du territoire malien. S'agissant du libéralisme, toujours en prenant l'exemple du Mali, pays majoritairement musulman, plusieurs mouvements influents dans le pays rejettent les apports de cette idéologie et plaident pour un système totalement contraire<sup>9</sup> à ces principes.

Fort heureusement, l'émergence d'académiciens et de praticiens africains des relations internationales a défié le statu quo, tout d'abord en réfutant l'essentialisation de l'Afrique<sup>10</sup> puis en militant pour une compréhension plus fine du continent, non en tant qu'ensemble homogène mais plutôt comme une multitude d'Etats aux niveaux de développement et aux histoires politiques différenciés. D'autre part, le domaine des études postcoloniales<sup>11</sup> a enrichi et proposé une perception sud des rapports de force et des influences toujours présentes des grandes puissances dans la majorité des pays africains. A titre d'exemple, plusieurs académiciens argumentent que le poids du libéralisme dans la conception des relations internationales a fortement impacté le devenir de l'Afrique sur la scène internationale, notamment à

5. In from the margins? The changing place of Africa in International Relations Sophie Harmann William Brown, International Affairs 89, The Royal Institute of International Affairs 15 January 2013.

6. Ces trois principes sont tirés des traités de Westphalie de 1648 : Souveraineté interne, souveraineté externe et équilibre des puissances.

7. Malijet. L'Etat malien ne contrôle rien à Kidal : tout projet de révision de la constitution est interdit par l'article 118. <http://malijet.co/nord-mali/letat-malien-ne-controle-rien-a-kidal-tout-projet-de-revision-de-la-constitution-est-interdit-par-larticle-118>

8. Voir opération barkhane, site du ministère français de la Défense <https://www.defense.gouv.fr/operations/barkhane/dossier-de-reference/operation-barkhane>

9. Jeune Afrique, 22 mars 2019. Mahmoud Dicko : « La démocratie représentative qu'on nous impose ne fonctionne pas chez nous » <https://www.jeuneafrique.com/mag/749997/societe/mali-mahmoud-dicko-la-democratie-representative-quon-nous-impose-ne-fonctionne-pas-chez-nous/>

10. Charles Kounkou, « L'ontologie négative de l'Afrique », Cahiers d'études africaines, 198-199-200 | 2010, 755-770.

11. On peut citer notamment Olivia U. Rutazibwa, Robbie Shilliam, Routledge Handbook of Postcolonial Politics, Routledge, 21 février 2018, 484 p.

3. A titre d'exemple, le mouvement des non-alignés qui avait démarré en 1955 et qui a produit des cadres normatifs et politiques nouveaux.

4. Kathryn Lavelle, 'Moving in from the periphery: Africa and the study of international political economy', Review of International Political Economy 12: 2, May 2005, pp. 364-379.

travers des réformes dictées à certains pays africains<sup>12</sup>. Au niveau géopolitique, un des défis majeurs est le déploiement d'un imaginaire et d'un discours positifs sur l'Afrique auprès des partenaires internationaux mais aussi auprès des citoyens des pays africains souffrant eux-mêmes de préjugés et d'images préconçues négatives d'un continent rongé par la misère, la corruption et la maladie. Si les constats négatifs sont souvent basés sur une réalité vécue<sup>13</sup>, des discours positifs et une mise en nuance des difficultés de l'Afrique face à ses potentiels et ses bonnes initiatives sont essentiels à l'essor et au développement du continent comme zone géographique globalement prospère. En effet, le continent africain n'est pas que receveur, il est aussi producteur de pratiques de politique internationale. Ces agendas politiques et ces évolutions déterminent la géopolitique mondiale et les pays du continent ont un rôle prégnant à jouer dans la définition des enjeux et des choix des politiques adoptées.

Comme nous l'avons démontré, dans la littérature et dans la réalité géopolitique l'Afrique prend de plus en plus de place. Ici, nous nous intéresserons au domaine des relations internationales dans lequel les pays africains peuvent prendre un leadership et assurer un gain de puissance et de légitimité sur la scène internationale. En abordant d'abord le leadership africain et l'exemple probant de certaines nations africaines sur la scène internationale, nous proposerons deux domaines sur lesquels le Maroc peut représenter l'Afrique et l'accompagner dans sa volonté de faire valoir ses visions et ses agendas : le changement climatique et la Migration.

## A. Le Maroc porte-étendard de l'Afrique dans la lutte contre le changement climatique ?

L'Afrique est au cœur des enjeux liés au changement climatique. C'est un des continents les plus vulnérables face à l'augmentation des températures, notamment à cause de sa dépendance globale de l'agriculture<sup>14</sup> et un des moins résilients à cause de « contraintes

multiples », <sup>15</sup> liées à la pauvreté et aux manques de gouvernance. Ce fléau à variables multiples, qu'est le changement climatique, présente un risque énorme pour la transformation et le renouveau de l'Afrique mais, aussi, une opportunité. Une opportunité, d'abord, de présenter un front commun sur cette question sur la scène internationale et aussi de changer de paradigme au niveau des méthodes de développement économique en se tournant moins vers les industries polluantes et extractives et plus vers celles du futur<sup>16</sup> axées sur le capital humain et l'innovation.

Autre aspect de la question, le décalage en termes de responsabilité quant au dérèglement climatique entre l'Afrique, d'une part, et pays fortement industrialisés, d'autre part. Pour prendre l'exemple des émissions à effet de serre, l'Afrique n'a qu'une part infime dans ces émissions (voir tableau ci-dessous). Il convient donc aux pays émetteurs de gaz de transformer leurs industries et de prendre leurs responsabilités sur cette question. Nous pouvons donc tirer deux leçons stratégiques principales pour l'Afrique : premièrement, il ne convient pas de suivre le même chemin de développement polluant que les pays industrialisés et de concevoir un essor économique africain décarbonisé et, deuxièmement, il est impératif de présenter un front commun et un narratif fort pour défendre la vision africaine du développement différenciée et intégrée.

Sur cette question, le Maroc a une carte intéressante à jouer. Les enjeux liés à la transformation de l'agriculture sont communs et le Royaume est exposé aux mêmes risques liés à la sécheresse et à la désertification. Face à ce constat, la coopération est impérative et l'expertise du Maroc sur les questions d'agriculture et de transition écologique peut s'avérer utile pour les deux stratégies citées plus haut que l'Afrique doit adopter, à savoir le changement de paradigme de développement pour s'orienter vers un essor économique non polluant puis la force normative et narrative que l'Afrique doit obtenir au niveau de la communauté internationale pour défendre sa vision. Le Royaume du Maroc peut contribuer à cette impulsion via deux mécanismes très concrets que nous argumenterons puis formulerons en recommandations : le groupe OCP comme leader dans la lutte pour la

12. Graham Harrison, *Neoliberal Africa: the impact of global social engineering* (London: Zed, 2010).

13. Selon la Banque mondiale, environ 41 % de la population d'Afrique subsaharienne vit en dessous du seuil international de pauvreté. Rapport 2018 sur la pauvreté et la prospérité partagée : Compléter le puzzle de la pauvreté. Aperçu. Banque mondiale, Washington. Licence : Creative Commons Attribution CC BY 3.0 IGO

14. Dans une étude, la FAO note qu'en 2010 « le secteur agricole utilisait plus de 60% de la main-d'œuvre en Afrique subsaharienne ».

15. Terme utilisé dans « stratégie africaine sur les changements climatiques », mai 2014, Union Africaine. [https://www.un.org/fr/africa/osaa/pdf/au/cap\\_draft\\_aclimatestrategy\\_2015f.pdf](https://www.un.org/fr/africa/osaa/pdf/au/cap_draft_aclimatestrategy_2015f.pdf)

16. L'Industrie du futur ou industrie 4.0 fait référence principalement à la numérisation de l'usine, au passage graduel vers la prééminence du numérique et de l'information dans l'économie mondiale.

sécurité alimentaire et la transformation des agricultures africaines, et le Royaume du Maroc comme représentant dans les instances régionales africaines chargées de la lutte contre le changement climatique.

## B. Défendre une nouvelle vision de la migration

Dans les imaginaires collectifs, y compris africains, le Maroc est un carrefour et la porte vers la Méditerranée depuis des siècles. Le sud du Royaume a toujours été un lieu d'échange, de commerce et d'interaction avec les pays d'Afrique Sub-saharienne.

La naissance de la dynastie chérifienne au Maroc, en 788, va permettre le lien et le commerce entre les pays d'Afrique subsaharienne et les ports de la Méditerranée. A des relations commerciales fructueuses entre les marchands de la dynastie almoravide et les souverains africains<sup>17</sup>, va s'ajouter une islamisation de l'Afrique subsaharienne qui raffermira d'autant plus des liens financiers déjà solides. La pénétration des puissances coloniales, accompagnée par l'affaiblissement des puissances du continent, va perturber ce commerce fructueux et le moduler au profit de l'Europe. Mais l'histoire n'oublie pas et souvent elle se répète. Plus d'un demi-siècle après les indépendances, ces routes ancestrales renaissent et le Maroc reprend de plus belle ses échanges avec les pays d'Afrique subsaharienne, amis de longue date, comme le Sénégal<sup>18</sup> ou la Côte d'Ivoire. Ces liens historiques se sont manifestés parfaitement au travers de l'histoire contemporaine des relations entre le Maroc et l'Afrique subsaharienne avec les mouvements constants d'étudiants, de commerçants, de pèlerins et d'hommes d'affaires. Le Maroc carrefour naturel et liant du Nord et du Sud de l'Afrique est dans le sujet de la migration un cas concret de politique africaine différenciée par rapport à l'Europe et un espace propice à la mise en place d'une vision africaine proactive de ce que devrait être la migration, un mouvement fructueux d'hommes et de femmes.

Les pressions migratoires ont accentué la perception

17. Empire du Ghana, du Mali et des Songhai.

18. Des commerçants marocains s'installaient à St-Louis dès 1860, les liens ancestraux se sont traduits aussi par des unions humaines qui ont même donné naissance à une génération d'élite sénégalaise aux origines marocaines, tels que les Lahlo, Ben Jelloun, Diouri, Hammoudi. Pour plus d'informations voir : Demba Fall P « Les Sénégalais au Maroc : histoire et anthropologie d'un espace migratoire » dans les relations transsahariennes à l'époque contemporaine ».

parmi les pays européens selon laquelle le Maroc représente le point de passage (et potentiellement un goulot d'étranglement) pour les migrants souhaitant traverser le détroit de Gibraltar. Mais malgré la convergence entre le Royaume et l'Europe dans la plupart des domaines, le Maroc ne partage pas totalement cette approche européenne ; le gouvernement marocain a, par exemple, refusé d'accueillir des camps de réfugiés sur son sol et se refuse à voir la migration sous un prisme essentiellement sécuritaire et euro-centré.

Dans le même temps, le Maroc est devenu un pays d'accueil pour de nombreux migrants subsahariens. Selon une étude du Policy Center for the New South<sup>19</sup> sept migrants sur dix d'Afrique de l'Ouest ne vont pas plus loin en Europe, mais se déplacent à l'intérieur du continent africain. Le Maroc a donc adopté une nouvelle politique de « régularisation » du statut des migrants africains et de promotion de leur intégration dans la société marocaine. À bien des égards, l'attitude du Maroc va plus loin que l'approche, parfois réductrice, de certains pays européens qui considèrent la migration comme une question de sécurité uniquement.

Afin de renforcer les efforts pour développer une stratégie africaine sur les mouvements des personnes, le Maroc accueillera l'Observatoire africain des migrations<sup>20</sup>. Basée à Rabat, cette institution de l'Union africaine (UA) renforcera la collaboration régionale. Concrétisation d'une idée défendue par le Roi Mohammed VI, l'Observatoire reflète l'engagement du Souverain marocain envers le continent.

Comme nous l'avons vu dans cette partie, sur la question de la promotion d'une migration pro-africaine et d'un développement durable soucieux des enjeux africains et du changement climatique, le Royaume du Maroc a un rôle important à jouer. Nous pouvons, de par les atouts du Maroc, affirmer qu'il peut devenir le porte-étendard de l'Afrique sur le changement climatique à travers le travail de ses entreprises en termes de sécurité alimentaire et d'énergie renouvelable et une voix résonnante sur la question de la migration africaine de par la promotion d'une vision axée sur le capital humain et sur une vision optimiste du potentiel de la jeunesse africaine.

19. Investing in Migrant human capital, Abdelhak Bassou et Amal el Ouassif <https://www.policycenter.ma/publications/investing-%e2%80%9cmigrant%e2%80%9d-human-capital>

20. Médias 24, 29 mai 2019. Le siège de l'Observatoire africain des migrations sera établi à Rabat, <https://www.medias24.com/le-siege-de-l-observatoire-africain-des-migrations-sera-etabli-a-rabat-2514.html>

## Conclusion

Dans un monde où les narratifs, les discours et les émotions momentanées sont devenus un baromètre et un enjeu de puissance, l'attractivité d'un Etat et sa capacité à séduire et à convaincre sont primordiales. Dans ce sens, le Maroc a tout à gagner à aligner sa capacité de soft power avec des narratifs utiles au Royaume et à la communauté internationale. Sur la question de la migration et du changement climatique, au niveau africain ou global, le Maroc défend une vision alternative et innovante. Tant par sa position géographique que par son histoire, la politique étrangère marocaine, sur ces questions, s'aligne sur les intérêts africains et propose une nouvelle voie à emprunter.

## À propos de l'auteur, Youssef Tobi

Youssef Tobi a rejoint l'équipe de recherche du Policy Center for the New South en 2017. Ses aires géographiques de recherche sont le Maghreb et le Sahel. Ses travaux se concentrent sur la gouvernance et la géopolitique dans ces régions. Ayant obtenu un Mastère en relations internationales à Sciences Po Lyon, il a soutenu deux mémoires de recherche sur le rôle des banques marocaines en Afrique et la couverture médiatique de la crise des réfugiés.

## À propos de Policy Center for the New South

Le Policy Center for the New South: Un bien public pour le renforcement des politiques publiques. Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains.

[Read more](#)

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur.



### Policy Center for the New South

Suncity Complex, Building C, Av. Addolb, Albortokal Street,  
Hay Riad, Rabat, Maroc.

Email : [contact@policycenter.ma](mailto:contact@policycenter.ma)

Phone : +212 (0) 537 54 04 04 / Fax : +212 (0) 537 71 31 54

Website : [www.policycenter.ma](http://www.policycenter.ma)

